

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de vous dire combien il me fait plaisir de prendre part au banquet de clôture de votre séminaire annuel sur les Nations Unies. Comme j'ai déjà enseigné à St-François-Xavier, je me réjouis de pouvoir me retremper, ne serait-ce que quelques heures, dans l'ambiance intellectuelle d'une autre université prestigieuse des Maritimes. Même si je ne suis plus dans l'enseignement, je continue de m'intéresser de près à l'éducation; c'est pourquoi je vous suis reconnaissant de m'avoir invité à ce colloque de si bonne réputation. Cette heureuse initiative qui permet à des étudiants de tous les coins des Maritimes, et même des Etats-Unis, de se rassembler et de participer, pendant une semaine, à des conférences sur les problèmes des Nations Unies, à des débats et à des groupes d'étude dans un milieu universitaire aussi propice, me semble une excellente façon de comprendre l'esprit et les objectifs des Nations Unies. Je tiens à féliciter M. Douglas How, les organisateurs du séminaire, ainsi que les autorités de l'Université Mount Allison, qui ont permis aux étudiants de vivre cette enrichissante expérience qu'ils voudront, par la suite, communiquer, tant par leurs travaux que par leur activité communautaire, en vue de promouvoir une meilleure compréhension des Nations Unies.

Ce ne sont pas uniquement les préoccupations légitimes de l'ancien professeur que je suis qui ont motivé mon intérêt à l'égard de ce séminaire. En tant que ministre responsable des relations extérieures du Canada, je suis doublement intéressé à votre étude des Nations Unies. Vous avez, si je puis m'exprimer ainsi, exercé un choix judicieux. Sans cette institution internationale unique, les efforts que nous déployons pour ordonner de façon rationnelle les relations entre les nations seraient vains. Quelles que soient ses lacunes, nous ne pouvons nous passer d'elle; il n'existe pas de véritable solution de rechange à cette assemblée diplomatique universelle. A l'heure actuelle, les Nations Unies traversent une période de tension et, comme toujours en temps de crise, les critiques à leur endroit se font vives. Dans de telles circonstances, il est indispensable d'appuyer l'ONU. C'est précisément là un des objectifs fondamentaux de la politique étrangère canadienne. Encore faut-il, pour le réaliser, s'assurer le soutien d'un public renseigné et favorable à notre cause. Le séminaire auquel vous venez de participer contribue grandement à la formation de cette sorte de public.

Je crois savoir que la situation à Chypre est l'un des deux principaux sujets sur lesquels a porté votre étude au cours de la semaine qui vient de s'écouler. Du point de vue des Nations Unies et du Canada, toute référence à un sujet comme celui-là nous amène inévitablement à parler du maintien de la paix.

Au cours d'une allocution à l'Assemblée générale des Nations Unies, l'automne dernier, j'ai souligné l'importance du maintien de la paix pour la communauté internationale. Comme je l'ai fait remarquer "aussi sérieuse et terrifiante que puisse être la menace nucléaire à notre sécurité, nous ne pouvons nous permettre de négliger la menace plus courante, mais tout aussi mortelle, que représente l'utilisation des forces conventionnelles". Car après tout, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, les armes nucléaires n'ont fait aucune victime, mais des milliers de personnes ont été tuées dans des conflits où on s'est servi d'armes conventionnelles. Le maintien de la